

Huile et pétrole

ce que nous considérons au NPD comme les composantes essentielles d'une telle politique. En premier lieu, il faut s'attaquer au problème du contrôle de l'industrie pétrolière du pays. Voilà beaucoup trop longtemps que nous accueillons à bras ouverts et sans vraiment penser à l'avenir les sociétés pétrolières multinationales, en comptant sur elles pour l'exploitation de nos ressources énergétiques. Cette carence de politique à long terme, en ce qui concerne la propriété de cette richesse, a fait que notre industrie pétrolière est maintenant dominée à 91 p. 100 par l'étranger. Sur le plan du raffinage du pétrole, cette emprise atteint les 99 p. 100. Il ne faut donc pas s'étonner de ce qu'il n'y ait pas de politique nationale au bénéfice des Canadiens, les profits iront au contraire aux sociétés pétrolières multinationales, dont la plupart ont leur siège aux États-Unis.

Voyons quelle est la politique que suivent les sociétés pétrolières multinationales. Leur stratégie consiste d'abord à exporter le brut canadien sur les États-Unis; plus elles peuvent y en expédier, plus elles font de bénéfices. Nous avons donc pris l'habitude, ici, d'extraire le plus de pétrole possible pour l'acheminer le plus vite possible vers les États-Unis. Pour ces grandes sociétés pétrolières, le souci de garder des réserves suffisantes de pétrole pour les besoins futurs du Canada a toujours été relégué à l'arrière-plan.

L'absence de contrôle national de cette industrie a eu pour second résultat que les sociétés pétrolières multinationales ont cherché à obtenir les prix les plus élevés possibles. En d'autres termes, le prix du baril de pétrole ou du gallon d'essence n'est pas fonction du coût de production.

Comme le disait l'an dernier le vice-président d'Imperial Oil en déposant devant le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, les sociétés pétrolières ont pour politique de chercher à obtenir le prix maximum praticable sur le marché. Quand on analyse les conséquences de ce comportement—ce qu'ont fait les Américains—on constate que les sociétés pétrolières américaines ont un prix de revient d'environ 6c. le gallon pour l'essence, si ma mémoire est fidèle. En d'autres termes, leur ambition est sans limite: plus elles peuvent vendre cher, mieux vont les choses selon elles.

Notre politique énergétique présente un autre aspect: du fait qu'elle est dominée par les sociétés multinationales, elle a tendance à s'appliquer à l'échelle du continent; le Canada continue à fournir les matières premières et les envoie aux États-Unis où elles sont transformées en d'autres produits. Aussi longtemps que subsistera cette politique, nous continuerons d'exporter des emplois, parce que c'est là où les matières premières sont transformées que se créent les emplois. Cela se fait traditionnellement.

Aussi, le NPD juge important de renverser cette tendance à la domination étrangère dans notre industrie pétrolière; nous proposons pour cela un certain nombre de mesures. La première est la création d'une société nationale des pétroles. Lorsque le gouvernement libéral était minoritaire, nous avons exercé toutes les pressions possibles sur lui pour qu'il s'oriente dans cette voie et le ministre a bien un bill au *Feuilleton*. À la lecture du bill prévoyant la création d'une société nationale des pétroles, on constate que cela a belle apparence sur le papier, mais on peut se demander si tous les pouvoirs accordés théoriquement à cette société seront efficaces.

Ce que nous voulons voir, c'est une société nationale des pétroles qui sera engagée à tous les échelons de l'industrie, de l'exploration au raffinage des produits pétroliers. Je vois mal des gens comme le ministre des Approvisionnement

[M. Symes.]

ments et Services (M. Goyer) à la tête d'une telle société. Évidemment, nous irions chercher les spécialistes dans le domaine et nous les engagerions. Mais si nous possédions une société pétrolière vraiment nationale...

Une voix: Pourquoi pas des directeurs multinationaux?

M. Symes: Non, mais nous pourrions engager des sociétés canadiennes de forage, dont le député de Calgary est l'un des dirigeants. Nous pourrions avoir une société nationale des pétroles qui, en accédant au marché canadien du pétrole, pourrait donner le pas dans les domaines des prix, de l'exploration et de l'établissement d'une politique concernant les pipe-lines. Je crois que cela constituerait un premier pas essentiel.

Cette société nationale des pétroles pourrait aussi exercer une autre fonction très utile, si l'on considère que nous dépendons toujours de l'est du Canada en ce qui a trait au pétrole d'importation. Cette société pourrait acheter le pétrole directement, et le vendre directement aux gouvernements étrangers, et ainsi elle nous permettrait de court-circuiter les multinationales et d'éviter ainsi les droits et les profits exorbitants qu'elles exigent. En d'autres termes, une société des pétroles appartenant aux Canadiens et dirigée par des Canadiens pourrait représenter une excellente affaire pour les Canadiens en termes d'achat et de vente de pétrole.

• (2110)

Il est très intéressant de surveiller la situation mondiale actuelle, monsieur l'Orateur. Au comité permanent des ressources nationales et des travaux publics, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) a avoué il y a quelques jours que, de fait, le Canada peut être victime de chantage de la part de gouvernements étrangers qui ont le siège social de sociétés multinationales sous leur juridiction. Nous parlions d'un projet d'accord international sur le pétrole lorsque nous avons obtenu cette bribe d'information, monsieur l'Orateur. Cela m'a paru un terrible aveu de l'absence de souveraineté canadienne dans un domaine d'une importance vitale pour la survie de notre économie. Une société canadienne des pétroles représenterait un début de contrôle de l'industrie; elle diminuerait et finirait par faire cesser la domination et la menace de chantage des sociétés pétrolières multinationales.

Il serait important qu'une société canadienne des pétroles traite directement avec les gouvernements étrangers, surtout avec les gouvernements de pays producteurs de pétrole, étant donné ce qui se passe au Moyen-Orient actuellement. Nous lisons dans le journal de ce matin que le chah d'Iran demandait une réduction de 14 p. 100 du prix affiché du pétrole. Il signalait, par contre, qu'en raison de notre dépendance actuelle des sociétés pétrolières multinationales, rien ne garantit que la réduction se répercutera sur les consommateurs.

L'Arabie Saoudite a proposé une formule selon laquelle une société nationale des pétroles qui traiterait bilatéralement avec elle ou les autres États producteurs pourrait obtenir son pétrole à meilleur compte.

Il me semble, monsieur l'Orateur, que même le capitaliste le plus enragé doit reconnaître au concept d'une société nationale des pétroles une certaine valeur dans notre situation actuelle.

Une voix: Jamais!